

**Convention collective**

IDCC : 8822. – **SCIERIES AGRICOLES ET EXPLOITATIONS FORESTIÈRES  
(RHÔNE-ALPES, À L'EXCEPTION DE LA LOIRE)**  
**(27 juin 1988)**

(Etendue par arrêté du 30 janvier 1989,  
*Journal officiel* du 8 février 1989)

**AVENANT N° 26 DU 5 NOVEMBRE 2007**  
**RELATIF AU RÉGIME DE PRÉVOYANCE**

NOR : *AGRS0897105M*  
IDCC : 8822

Entre :

La chambre syndicale des marchands de bois et scieurs du Dauphiné et le syndicat des exploitants forestiers et scieurs de l'Isère ;

Le syndicat des exploitants forestiers et scieurs de la Savoie ;

La chambre syndicale des marchands de bois et scieurs de la Haute-Savoie ;

La chambre syndicale des exploitants forestiers et scieurs de la Drôme et de l'Ardèche ;

Le syndicat des exploitants forestiers et scieurs du Rhône ;

Le groupement départemental des exploitants forestiers et scieurs de l'Ain ;

Le syndicat des forestiers privés de Rhône-Alpes,

D'une part, et

La CFDT ;

La CGT-FO ;

La CFTC ;

La CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit.

## Article 1<sup>er</sup>

Les dispositions de l'article 63 « Régime de prévoyance incapacité-invalidité » et les dispositions de l'article 63 *bis* « Régime de prévoyance décès » de la convention collective régionale sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

### « Article 63

#### *Régime de prévoyance incapacité de travail invalidité et décès*

##### 1. Personnel concerné

Tous les salariés des entreprises comprises dans le champ d'application de la convention collective, y compris les apprentis ou les titulaires de contrats de formation effectués en alternance, sont concernés par les présentes garanties, sans condition d'ancienneté, à l'exception toutefois :

- des salariés inscrits à la CPCEA ou dans une autre caisse de retraite et de prévoyance cadre ;
- des tâcherons salariés couverts par le régime de prévoyance résultant de l'accord national du 2 décembre 1983 ;
- des VRP.

##### 2. Garantie maintien de salaire

Sauf dispositions plus avantageuses pouvant bénéficier aux salariés, en cas d'absence au travail justifiée par l'incapacité résultant de la maladie ou d'accident dûment constaté par certificat médical et contre-visite, s'il y a lieu, les salariés des scieries agricoles et des exploitations forestières bénéficieront des dispositions suivantes, à condition :

- d'avoir justifié dans les 48 heures de cette incapacité auprès de son employeur ;
- d'être pris en charge par la mutualité sociale agricole (MSA) ;
- d'être soignés sur le territoire français ou dans l'un des autres pays de l'Union européenne.

Le salarié bénéficiera d'une garantie de salaire égale à 90 % de la rémunération brute qu'il aurait perçue s'il avait continué à travailler, pendant une durée de 180 jours.

Lors de chaque arrêt de travail, les délais d'indemnisation commenceront à courir à compter du premier jour d'absence, si celle-ci est consécutive à un accident du travail, à un accident de trajet ou à une maladie professionnelle et, à compter du 11<sup>e</sup> jour d'absence pour la maladie ou l'accident de la vie privée.

Pour le calcul des indemnités dues au titre d'une période de paie, il sera tenu compte des indemnités déjà perçues par l'intéressé durant les 12 mois antérieurs, de telle sorte que, si plusieurs absences pour maladie ou accident ont été indemnisées au cours de ces 12 mois, la durée totale d'indemnisation ne dépasse pas celle applicable en vertu des alinéas précédents.

Les garanties ci-dessus accordées s'entendent déduction faite des allocations que l'intéressé perçoit de la MSA et des régimes complémentaires de prévoyance, mais en ne retenant, dans ce dernier cas, que la part des presta-

tions résultant des versements de l'employeur. Lorsque les indemnités des assurances sociales sont réduites du fait, par exemple, de l'hospitalisation ou d'une sanction de la caisse pour non-respect de son règlement intérieur, elles sont réputées être servies intégralement.

La rémunération à prendre en considération est celle correspondant à l'horaire pratiqué, pendant l'absence de l'intéressé dans l'établissement ou partie d'établissement. Toutefois, si par suite de l'absence de l'intéressé, l'horaire du personnel restant au travail devait être augmenté, cette augmentation ne serait pas prise en considération pour la fixation de la rémunération.

Le régime établi par le présent article ne se cumule pas avec tout autre régime ayant le même objet.

En tout état de cause, ces garanties ne doivent pas conduire à verser à l'intéressé un montant supérieur à la rémunération nette qu'il aurait effectivement perçue s'il avait continué à travailler.

Les présentes dispositions sont mises en œuvre y compris en application de l'accord national du 10 décembre 1977 sur la mensualisation, étendu aux salariés agricoles par l'article 49 de la loi du 30 décembre 1988.

Les salariés ainsi rémunérés sont réputés remplis des droits qu'ils tiennent de l'article 7 de l'accord interprofessionnel du 10 décembre 1977 rendu applicable aux salariés de l'agriculture par la loi du 30 décembre 1988.

### 3. Relais à la garantie maintien de salaire

A l'expiration des droits résultant du paragraphe ci-dessus jusqu'à la reprise du travail et au plus tard jusqu'au 1 095<sup>e</sup> jour d'arrêt de travail, les salariés bénéficient d'une garantie de salaire équivalente à 75 % du salaire journalier retenu par la CMSA pour le calcul des indemnités journalières toujours sous déduction des prestations servies par la MSA.

### 4. Garantie invalidité

La garantie débute dès la mise en invalidité par la mutualité sociale agricole ou dès le versement d'une rente accident du travail pour une invalidité supérieure ou égale à 66,66 %. Le participant perçoit alors une rente qui se substitue aux indemnités journalières complémentaires qu'il percevait précédemment.

La prestation est égale à 70 % du salaire brut du salarié, déduction faite des prestations servies par la caisse de mutualité sociale agricole, y compris pour les participants classés immédiatement en invalidité.

Le salaire brut pris en compte correspond à 1/12 des salaires bruts perçus par le salarié au cours des 12 mois civils précédents la date de l'arrêt de travail.

En tout état de cause, le total des prestations perçues au titre des régimes de base et régime complémentaire ne peut excéder le salaire net perçu par l'intéressé en activité.

Cette rente d'invalidité est maintenue à l'intéressé aussi longtemps qu'il perçoit une pension de la mutualité sociale agricole et est suspendue si la mutualité sociale agricole suspend le versement de sa propre pension.

Seuls les invalides des 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> catégories sont bénéficiaires du régime d'indemnisation.

En tout état de cause, cette rente prend fin le dernier jour du mois précédant la date d'effet de la pension vieillesse.

#### 5. Dispositions communes aux prestations visées aux paragraphes ci-dessus

##### a) Plafond des prestations

Pour l'ensemble des prestations, le versement ne pourra conduire le salarié à percevoir plus de 100 % du salaire net de référence qu'il perçoit habituellement.

Les garanties ci-dessus accordées s'entendent déduction faite des allocations que l'intéressé perçoit de la mutualité sociale agricole.

##### b) Encours à la date de mise en application de l'avenant

Les salariés sous contrat de travail à la date d'effet du présent accord et répondant aux conditions d'ouverture du droit seront pris en charge et indemnisés dans les conditions indiquées dans lesdits paragraphes, sauf à l'être déjà par un organisme complémentaire assurant un même niveau ou un niveau supérieur de prestation.

En application de la loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989, de la loi n° 94-678 du 8 août 1994 et de la loi n° 2001-624 du 17 juillet 2001, les salariés des entreprises ayant régularisé leur adhésion auprès des organismes assureurs sont garantis à la date d'effet du présent accord pour les prestations suivantes :

- l'indemnisation intégrale pour les salariés en arrêt de travail dont le contrat de travail est en cours à la date d'effet ;
- les revalorisations futures portant sur les indemnités journalières, rentes invalidité ou incapacité permanente professionnelle en cours de service ;
- le maintien des garanties décès, que le contrat de travail soit rompu ou non, pour les bénéficiaires de rentes d'incapacité et d'invalidité versées par un organisme assureur en application d'un contrat souscrit antérieurement, sous réserve que le maintien de ces garanties ne soit pas déjà prévu par un contrat antérieur. Ce maintien prendra effet, d'une part, si les entreprises concernées communiquent un état détaillé de ces bénéficiaires et, d'autre part, si le précédent organisme assureur transmet les provisions effectivement constituées à la date de la résiliation de son contrat, en application de l'article 30 de la loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989 modifiée.

#### 6. Garantie décès

Aucune condition d'ancienneté n'est fixée pour le bénéfice de cette garantie.

La présente garantie assure le versement, sans condition d'ancienneté, en cas de décès d'un salarié à ses ayants droit y compris au titulaire d'un Pacs, d'un capital de :

- 100 % du salaire brut annuel pour un participant célibataire, veuf ou divorcé sans personne à charge ;

- 150 % du salaire brut annuel pour un participant marié sans personne à charge ;
- 175 % du salaire brut annuel pour un participant célibataire, veuf divorcé, marié avec une personne à charge ;
- 25 % du salaire brut annuel par personne supplémentaire à charge.

#### 7. Invalidité permanente totale

L'invalidité permanente et totale donne lieu au paiement anticipé de la moitié du capital assuré sur la tête du participant invalide. La seconde moitié est versée au moment du décès.

#### 8. Double effet

Le décès postérieur ou simultané du conjoint non remarié du participant survenant avant son 60<sup>e</sup> anniversaire entraîne le versement au profit des enfants à charge d'un capital égal à celui garanti sur la tête du participant.

#### 9. Cotisation

La Cria-Prévoyance, dont le siège social est situé 50, route de la Reine, BP 85, 92105 Boulogne-Billancourt Cedex, assure et gère le présent régime de prévoyance.

##### a) Assiette

Les cotisations sont appelées pour tous les salariés entrant dans le champ d'application du dispositif conventionnel sur la base des rémunérations brutes versées aux salariés concernés, prises en considération pour les cotisations d'assurances sociales.

##### b) Répartition des taux

Le taux global d'appel des cotisations destinées au financement des prestations définies de 1,45 %, à raison de 0,84 % pour les employeurs et 0,61 % pour les salariés.

La fraction de cotisation destinée à la couverture :

- d'une part, de la garantie résultant de l'extension à l'agriculture de l'accord interprofessionnel du 10 décembre 1977 relatif à la mensualisation en cas de maladie ;
- d'autre part, de l'intégralité des risques accident du travail au titre de la mensualisation,

est à la charge exclusive de l'employeur pour un taux de 0,35 %.

##### c) Tableau récapitulatif

Les cotisations telles que fixées à l'accord d'adhésion sont réparties comme suit :

	TAUX	PART PATRONALE	PART OUVRIÈRE
Maintien de salaire + relais	0,83	0,39	0,44
Invalidité	0,27	0,25	0,02

	TAUX	PART PATRONALE	PART OUVRIÈRE
Décès	0,30	0,15	0,15
Reprise des encours	0,05	0,05	0,00
Total	1,45	0,84	0,61

## 10. Adhésion

Les dispositions du présent accord prendront effet le 1<sup>er</sup> janvier 2008.

Les partenaires sociaux se réservent cependant le droit de renégocier le contenu du présent accord en cas de difficultés d'application.

En tout état de cause, les salariés sous contrat de travail à la date d'effet du présent accord et répondant aux conditions d'ouverture des droits seront pris en charge et indemnisés dans les conditions indiquées dans lesdits paragraphes et dans les conditions prévues par l'accord technique fonctionnel sauf à l'être déjà par un organisme complémentaire assurant un même niveau ou un niveau supérieur de prestation.

Tout employeur lié par la présente convention collective est tenu d'adhérer, pour l'ensemble des salariés concernés par les garanties énumérées dans le présent accord, à la Cria-Prévoyance.

Cependant, les entreprises ou groupes d'entreprises qui ont mis en place un régime de prévoyance avant la date d'extension du présent accord ne sont pas tenus d'adhérer à l'organisme désigné, à condition que leur régime fasse bénéficier les salariés de garanties globalement aussi favorables ou supérieures que celles définies dans l'accord.

## 11. Clause de réexamen

Le régime de prévoyance mis en œuvre par le présent avenant fera l'objet d'une révision, dans un délai qui ne pourra excéder 5 ans à compter de la date d'effet du présent avenant, pour permettre aux partenaires sociaux signataires d'en réexaminer, au vu des résultats techniques et financiers enregistrés pendant la période écoulée, les conditions tant en matière de garantie que de financement et de choix de l'organisme assureur.

## 12. Dénonciation. – Changement d'assureur

En cas de dénonciation de la convention collective ou du présent avenant, l'organisme assureur maintiendra les prestations en cours de service à la date d'effet de la dénonciation à leur niveau atteint à cette date, dans l'hypothèse où les partenaires sociaux ne procéderaient pas à la désignation d'un nouvel organisme assureur.

En cas de changement d'organisme assureur, l'organisme quitté transférera au nouvel assureur les provisions mathématiques correspondant aux prestations en cours de service à la date de résiliation, ainsi que l'ensemble des

éléments financiers relatifs au présent régime de prévoyance. Ces provisions mathématiques seront calculées en application de la réglementation en vigueur.

Ainsi, le nouvel assureur procédera au versement desdites prestations jusqu'à leur terme. L'organisme quitté sera de ce fait libéré de toute obligation après transmission de tous les éléments constituant les provisions mathématiques transférées, ainsi que l'ensemble des éléments financiers relatifs au présent régime de prévoyance.

Les partenaires sociaux en application de l'article L. 912-3 du code de la sécurité sociale organiseront les modalités de poursuite des revalorisations futures, avec le nouvel organisme assureur ou tout autre organisme pouvant assurer ce type de prestation.

### 13. Accord de gestion spécifique

Les modalités de mise en œuvre pratique des garanties prévues par l'accord pourront faire l'objet d'un protocole de gestion séparé qui pourra définir entre l'organisme de prévoyance et les partenaires sociaux :

- la constitution d'un conseil paritaire de surveillance ;
- les réunions et le rôle du conseil paritaire de surveillance ;
- la réalisation d'un bilan annuel sur les cotisations perçues, les frais de gestion, les prestations versées, les revalorisations instituées, les provisions constituées ;
- l'élaboration et la communication de tableaux de bord sur le suivi du régime et des garanties prévues. »

### Article 2

La date d'effet du présent avenant est fixée au 1<sup>er</sup> janvier 2008.

### Article 3

Les parties demandent l'extension du présent avenant. Celui-ci sera remis à chacune des organisations signataires et déposé, par la partie la plus diligente, au service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles du Rhône, sur support papier et par voie électronique.

Fait à Lyon, le 5 novembre 2007.

(Suivent les signatures.)